

Excellence Monsieur le Président de la Conférence,
Excellence Messieurs Leurs Majestés,
Excellence Messieurs les Chefs d'Etat,
Messieurs les Chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens Madame la Présidente de la République du Brésil à vous exprimer mes plus vives félicitations pour le rôle exemplaire que le Brésil joue et pour la performance impressionnante que vous réalisez dans le domaine du développement durable. Votre pays est une source d'inspiration incomparable quand on mesure les résultats réalisés dans le domaine économique, environnemental et social.

J'entends également vous dire ma reconnaissance personnelle et celle de ma délégation pour la qualité de votre accueil et pour l'organisation remarquable de nos travaux. Le retour de la Communauté Internationale à Rio constitue un témoignage fort de ce que vous avez réussi à offrir comme perspectives prometteuses à votre merveilleux pays et le signe tangible des immenses progrès que votre gouvernement a réalisés pour sa population.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Les progrès n'ont pas été partout de la même ampleur.

En effet,

1. Malgré les nombreux efforts déployés dans le cadre des diverses conventions des Nations Unies pour la protection de l'environnement, le réchauffement climatique ne recule pas. Il aurait même plutôt tendance à se poursuivre. Les dégâts faits à la diversité biologique s'aggravent et la désertification fait davantage de ravages ;
2. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont très loin d'être atteints, même si des résultats sont enregistrés dans certains cas, mais de manière très inégale. En tous cas nous n'atteindrons pas l'engagement pris en 2000 ;
3. Le nouvel ordre commercial et économique que le monde attend peine à prendre son élan et réclame d'urgence un courage politique plus volontariste ;
4. La paix et la sécurité dans le monde sont toujours mis à mal par de nombreux conflits régionaux ou sous-régionaux.

Mon pays le Togo, tout comme le reste du monde se trouve durement affecté par ces fléaux qui mettent en péril ses efforts de développement.

Les inondations et les sécheresses récurrentes provoquent chaque année des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants et mettent à néant les infrastructures socio-économiques et les exploitations agricoles creusant encore davantage les inégalités

Nord Sud. Ces drames freinent considérablement une lutte efficace contre la pauvreté.

Pour ce qui nous concerne, le Togo est convaincu plus que jamais que son progrès passera nécessairement par la voie du développement durable et d'une gouvernance efficace et crédible.

Les résultats encourageants déjà obtenus dans l'amélioration des revenus et des conditions de vie des paysans qui représentent plus de deux tiers de la population ont permis de renforcer la confiance du peuple togolais dans l'agriculture durable. Nous voulons assurer définitivement notre autosuffisance alimentaire. Et nous entendons apporter notre contribution à la sécurité alimentaire au niveau régional.

Cependant, les difficultés que rencontrent le Togo dans la mobilisation des ressources financières pour l'exécution de son programme d'investissement agricole et pour la mise en valeur et la gestion de ses ressources naturelles (les énergies renouvelables et les forêts notamment), m'amènent à poser une question fondamentale : les modèles de financement de l'économie classique sont-elles encore compatibles avec les exigences et les réalités de l'économie verte ? En d'autres termes, pouvons-nous investir dans l'édification de « **l'avenir que nous voulons** » avec des modèles de financement basés sur le profit à court terme ? C'est de mon point de vue la question cruciale à laquelle nous devons tenter de trouver une réponse au cours de ce sommet.

Ces questions doivent interpeller au premier chef les grandes institutions internationales. J'aimerais que le FMI, la BM, l'OMC, la commission économique et sociale des Nations Unies et les partenaires traditionnels ou émergents s'en soucient. Le monde ne peut poursuivre dans le processus habituel.

Le deuxième axe de ma démarche c'est la nécessité absolue de nous engager résolument dans la stabilisation politique et démocratique.

Le rôle de nos états en tant que puissance publique impartiale et transparente est incontournable.

Nos états enregistrent globalement des progrès substantiels mais demeurent encore trop souvent exposés à un manque de cohésion interne.

S'il est sain d'encourager le débat contradictoire, cela ne devrait pas conduire à des affrontements déstabilisants qui ignorent l'intérêt général.

Je suis un chaud partisan de la vertu de conciliation et d'alliance fondée sur la recherche des valeurs partagées plutôt que sur l'exaltation des éléments qui nous divisent.

C'est là aussi un élément d'une gouvernance efficace et crédible.

Nous ne pourrons ériger des états solides au service de nos populations si nous ne transformons pas nos différences en force de mobilisation positive.

Les divergences d'opinion sont utiles en démocratie et enrichissent des dynamiques de progrès. Mais les discordes et les conflits sont mortifères.

Cela pose ce qui pour moi est existentiel pour le développement de nos pays; à savoir le rôle de l'Etat.

Nous devons consacrer un débat approfondi à cette notion essentielle d'Etat.

Excellence,

Mesdames, Messieurs,

Le monde est en pleine mutation et est secoué par des turbulences d'une nature inédite qui nous condamne tous à une rupture profonde.

Nous sommes tous interdépendants.

Aucun état riche ou pauvre ne peut échapper à cette réalité et à cette évidence. Personne ne pourra s'en sortir seul.

Les crises financières et économiques du monde industrialisé frappent déjà de plein fouet les pays en développement et n'épargneront pas non plus les pays émergents.

Le paradigme du développement durable incluant le principe de la « soutenabilité » des économies ouvre plus de promesses optimistes qu'il ne doit inspirer de visions fatalistes.

La nature des relations planétaires doit et va changer pour le meilleur si nous le voulons.

A l'appui de cette conviction, je veux citer pour terminer un extrait du dernier livre de Jeremy Rifkin et je cite :

« L'énergie nouvelle permet de créer une activité économique plus interdépendante, des échanges commerciaux plus larges, tout en facilitant des relations sociales plus denses et davantage d'inclusion. La révolution des communications qui l'accompagne donne les moyens d'organiser et de gérer la dynamique spatiale et temporelle inédite établie par le nouveau système énergétique. »

« La troisième révolution industrielle est la dernière des grandes révolutions industrielles et elle va poser les bases d'une ère coopérative émergente. La mise en place de son infrastructure va créer pendant quarante ans des centaines de milliers d'entreprises nouvelles et des centaines de millions d'emplois nouveaux. Son achèvement marquera la fin d'une saga économique de deux cents ans définie par la pensée industrielle, les marchés et la main-d'œuvre de masse, et le début d'une ère nouvelle caractérisée par le comportement coopératif, les réseaux sociaux et les petites unités de main-d'œuvre technique et spécialisée. Dans le demi-siècle qui vient, les activités centralisées traditionnelles des entreprises des première et deuxième révolutions industrielles seront progressivement absorbées par les pratiques distribuées de la troisième; et l'organisation hiérarchique traditionnelle du pouvoir politique et économique cédera la place au pouvoir latéral, qui étendra sa structure nodale à travers toute la société.

L'énergie coopérative libérée par la conjonction de la technologie d'Internet et des énergies renouvelables restructure fondamentalement les relations humaines : elles ne vont plus de haut en bas mais côte à côte, et les conséquences sont immenses pour l'avenir de la société. »